

Très léger recul de l'emploi salarié privé

À l'issue de la crise de 2009, l'emploi salarié privé a connu, en Rhône-Alpes, deux années de progression ; ses évolutions sont plus contrastées en 2012. Si le tertiaire marchand hors intérim reste dynamique, et si l'emploi se maintient dans la construction, il s'oriente à la baisse dans l'industrie. Le repli de l'intérim s'intensifie. Au total, la région perd 2 900 salariés.

L'emploi salarié privé, après une progression annuelle de plus en plus forte entre 2005 et 2007, est entré en crise début 2008. Pendant près de deux ans, le rythme des destructions d'emploi a été soutenu. Puis l'emploi régional a renoué avec la croissance. Celle-ci, portée par l'intérim en 2010, était plutôt le fait de l'emploi non intérimaire en 2011. En 2012, en raison d'un recul important de l'intérim, l'emploi salarié privé total régresse très légèrement dans la région. Le fléchissement atteint - 0,2 %, soit 2 900 emplois perdus. Hors intérim, la région parvient cependant à préserver ses emplois, avec une hausse annuelle de + 0,3 %, soit 4 600 salariés supplémentaires. Malgré les gains des trois dernières années, le niveau de l'emploi régional reste légèrement inférieur à celui d'avant-crise.

Cette année encore, l'emploi se maintient mieux en Rhône-Alpes que dans l'ensemble du pays, où le nombre de

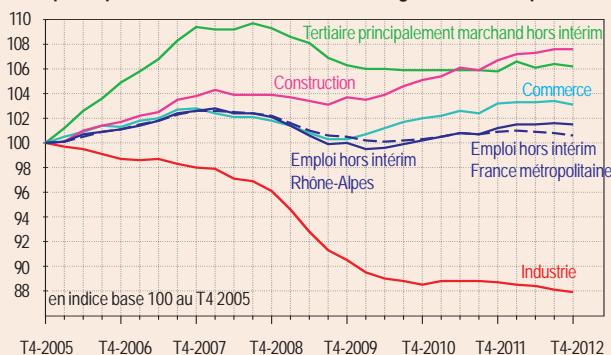
salariés régresse de - 0,6 % au total, et de - 0,2 % si l'on exclut l'emploi intérimaire. Rhône-Alpes, deuxième région de France pour le nombre d'emploi avec plus d'un salarié français sur dix, fait partie des cinq régions où l'emploi se maintient le mieux.

Les évolutions départementales sont contrastées. Le Rhône, qui concentre 35 % de l'emploi régional, gagne 2 900 salariés (+ 0,5 %). Le nombre de salariés augmente également en Savoie (+ 0,5 %, soit 500 salariés supplémentaires) et en Haute-Savoie (+ 0,1 %). En revanche, dans tous les autres départements, le nombre de salariés diminue. Les pertes d'emploi, de l'ordre de - 0,5 % dans la Drôme ou la Loire, sont proches de - 1 % dans l'Ain et l'Isère, et atteignent - 1,4 % en Ardèche.

L'industrie perd près de 4 100 salariés, soit une baisse de - 1,0 %, comparable à celle enregistrée au niveau national (- 0,9 %). Alors qu'en 2011, l'emploi industriel

Le tertiaire reste le moteur de l'emploi régional

Évolution trimestrielle de l'emploi salarié des secteurs principalement marchands dans la région Rhône-Alpes



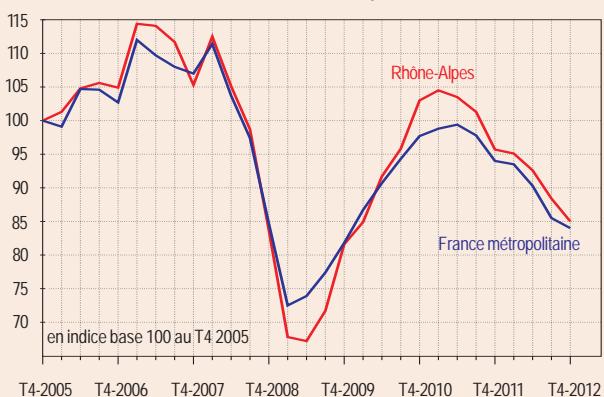
Note : données CVS.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi

Forte baisse de l'intérim en 2012

Évolution trimestrielle de l'emploi intérimaire



Note : données CVS.

Champ : emploi intérimaire en fin de trimestre.

Source : Insee, estimations d'emploi

était orienté à la hausse pour la première fois en dix ans, il enregistre des pertes tout au long de l'année 2012. Celles-ci sont toutefois plus modérées que les destructions d'emploi massives souvent enregistrées au cours de la dernière décennie. Aujourd'hui, 26 % des salariés rhônalpins travaillent dans l'industrie, hors intérimaires, contre 22 % au niveau national, et Rhône-Alpes reste la deuxième région industrielle de France en nombre d'emplois.

La métallurgie, la plasturgie, le textile, les industries chimiques et du papier emploient la moitié des salariés rhônalpins de l'industrie. Ces secteurs, qui avaient globalement conservé leurs emplois en 2011, perdent 3 500 salariés cette année (- 1,6 %). La fabrication d'équipements électriques, électroniques et informatiques, perd 700 emplois (- 0,8 %), et la fabrication de matériels de transports 500 (- 1,8 %). L'alimentaire ne perd quasiment pas de salariés. Pour la deuxième année consécutive, les secteurs de la cokéfaction et du raffinage, des industries extractives, de l'énergie, de l'eau, de la gestion des déchets et de la dépollution enregistrent ensemble une hausse de plus de 600 salariés (+ 1,6 %). Ce sont les seuls secteurs industriels à compter davantage d'emplois qu'avant la crise.

L'emploi résiste mieux dans la région qu'au niveau national

Secteur d'activité - NAF rév. 2, 2008	Emploi salarié des secteurs principalement marchands en %				
	Emploi salarié au T4 2012 en milliers	Glissement annuel		Glissement annuel moyen sur 5 ans ¹	
		Rhône-Alpes	France métropolitaine	Rhône-Alpes	France métropolitaine
Industrie	413,2	-1,0	-0,9	-2,2	-2,1
Industrie agro-alimentaire	47,1	-0,2	-0,9	-0,2	-0,8
Cokéfaction et raffinage	42,9	1,6	1,2	1,0	0,4
Biens d'équipement	82,8	-0,8	-0,8	-2,5	-2,8
Matériels de transport	24,7	-1,8	0,3	-3,1	-1,9
Autres branches industrielles	215,7	-1,6	-1,8	-2,9	-3,0
Construction	155,9	0,4	-1,0	-0,6	-1,0
Tertiaire marchand	1 069,9	0,0	-0,5	0,4	0,0
Commerce	306,7	-0,2	-0,7	0,0	-0,3
Transports	135,5	-0,7	-0,4	-0,1	-0,3
Hébergement - restauration	103,5	2,0	0,6	1,5	0,8
Information - communication	57,8	2,7	0,3	1,4	0,6
Services financiers	70,1	2,1	0,6	1,0	0,3
Services immobiliers	23,6	-2,0	-1,3	-0,8	-1,1
Services aux entreprises	235,7	1,6	1,1	1,5	1,1
Services aux ménages	76,6	1,8	-0,8	1,3	0,5
Intérim	60,5	-11,1	-10,7	-4,2	-4,7
Total	1 639,0	-0,2	-0,6	-0,4	-0,6

Note : données CVS.

¹glissement annuel qu'aurait connu l'emploi salarié du secteur, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période de 5 ans considérée.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi

Des gains d'emploi dans le Rhône et dans les deux savoie

	Emploi salarié au T4 2012 en milliers	Glissement annuel					en %
		Industrie	Construction	Tertiaire marchand	dont Commerce	dont Intérim	
Ain	129,5	-1,0	-0,7	-0,9	0,7	-17,7	-0,9
Ardèche	52,0	-1,7	-1,4	-1,2	-1,0	-14,7	-1,4
Drôme	124,5	0,0	0,6	-1,0	-1,8	-14,3	-0,5
Isère	300,5	-1,9	-1,4	-0,5	-0,1	-6,9	-1,0
Loire	165,3	-1,2	1,1	-0,6	-0,7	-11,0	-0,6
Rhône	573,3	-0,4	1,1	0,7	-0,2	-7,8	0,5
Savoie	114,2	-0,7	1,4	0,6	0,7	-12,6	0,5
Haute-Savoie	179,6	-1,0	1,2	0,5	0,6	-17,9	0,1
Rhône-Alpes	1 639,0	-1,0	0,4	0,0	-0,2	-11,1	-0,2

Note : données CVS.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi

Le plus fort recul de l'emploi industriel affecte l'Isère (1 600 emplois en moins, - 1,9 %), et la Loire (600 emplois perdus, - 1,2 %). La Drôme maintient ses effectifs, et les pertes s'échelonnent de 100 à 500 salariés dans les autres départements.

La construction enregistre une progression très modérée de 600 emplois, soit + 0,4 %. Le secteur, qui emploie un salarié rhônalpin sur dix hors intérimaires, n'a pas retrouvé les très fortes hausses d'emploi de la décennie précédant la crise. L'emploi du secteur est cependant mieux orienté dans la région qu'au niveau national.

Le Rhône gagne 500 emplois, les départements savoyards et la Loire 200, l'Isère en perd 400. Le nombre de salariés de la construction ne varie quasiment pas dans les autres départements rhônalpins.

Le tertiaire privé essentiellement marchand gagne, hors intérim, 8 100 emplois en 2012, soit une progression de + 0,8 %, plus forte qu'au niveau national (+ 0,1 %), mais inférieure de moitié à celle des deux années précédentes. Le secteur, qui a gagné des emplois tout au long de la dernière décennie, et connu des pertes limitées durant la crise de 2009, compte aujourd'hui plus de salariés qu'avant celle-ci. Il emploie désormais près de deux salariés rhônalpins sur trois.

Après deux années de forte progression, le commerce connaît un léger fléchissement (- 0,2 %, soit une perte de 500 emplois). Les services hors intérim, au contraire, progressent de + 1,2 %, soit 8 600 salariés supplémentaires. Ce sont les activités scientifiques et techniques et les services administratifs et de soutien qui créent le plus d'emploi : 3 600 au total (+ 1,6 %). L'emploi progresse également dans les secteurs de l'information et de la communication (+ 2,7 %), de l'hébergement et de la restauration (+ 2,0 %), ainsi que pour les activités financières et d'assurance (+ 2,1 %). Chacun de ces

secteurs gagne quelque 1 500 salariés. Seuls deux secteurs d'activité qui avaient enregistré des gains d'emploi modérés l'année dernière, en perdent cette année : de l'ordre de 900 pour les transports (- 0,7 %), et de 500 pour l'immobilier (- 2,0 %).

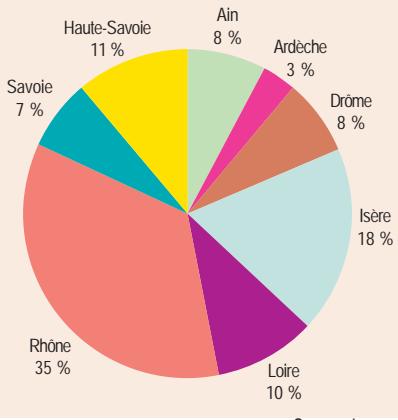
La Haute-Savoie est le département où la hausse de l'emploi tertiaire est la plus marquée (+ 1,7 %). La progression est sensible également, de + 1,0 à + 1,3 %, dans l'Ain, le Rhône et la Savoie. Dans les autres départements rhônalpins, les évolutions (gains ou pertes) sont inférieures à + ou - 0,2 %.

Le repli de l'intérim, déjà important en 2011, s'amplifie en 2012 : le secteur perd 7 600 emplois, soit une baisse de - 11,1 %, comparable à celle enregistrée au niveau national (- 10,7 %). Les pertes, plus sévères au second semestre, affectent différemment les départements rhônalpins : l'Ain et la Haute-Savoie sont les plus touchés, avec des pertes de 18 %, soit 1 300 emplois perdus. Le recours à l'intérim est également en forte régression, de 11 à 15 %, dans la Drôme, l'Ardèche, la Savoie et la Loire. Le nombre d'intérimaires connaît un fléchissement moindre, de 7 à 8 %, dans le Rhône et l'Isère. ■

Pierre-Jean Chambard
Insee Rhône-Alpes

Le Rhône et l'Isère représentent plus d'un emploi sur deux

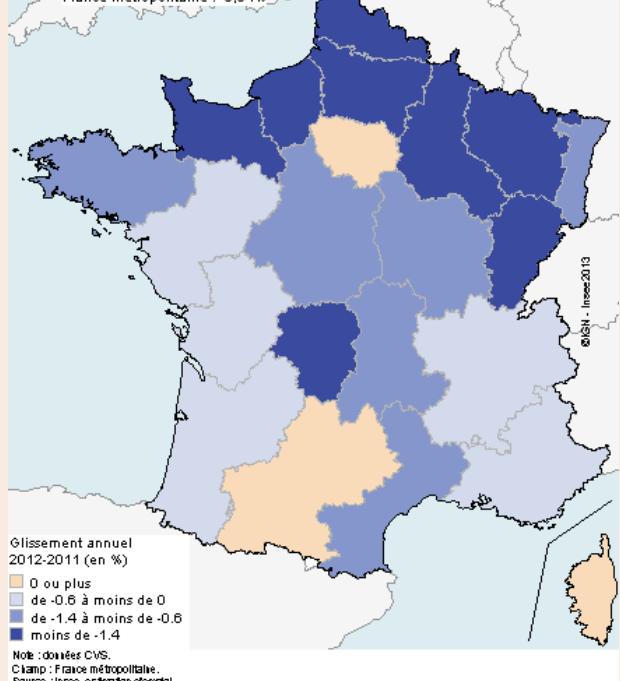
L'emploi (hors intérim) en Rhône-Alpes en 2012, par département



L'emploi total résiste plutôt bien en Rhône-Alpes

Évolution régionale de l'emploi salarié

France métropolitaine : -0,64%



Pour comprendre les résultats

Emploi salarié du secteur privé

Le champ couvert est celui de l'emploi du secteur concurrentiel privé, hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale.

Pour les années 2010 et antérieures, les estimations annuelles sont issues de la source ESTEL (Estimations d'emploi localisé) et élaborées à partir des Déclarations Annuelles de Données Sociales (DADS) et les taux d'évolution infra-annuels se basent sur les indices trimestriels d'Epure (données Urssaf exploitées par l'Insee).

À partir de 2011, les taux d'évolution se basent sur les indices trimestriels d'Epure appliqués à l'estimation annuelle 2010.

Les séries sont corrigées des variations saisonnières (CVS).

Pour en savoir plus

- Site internet : www.insee.fr thème Travail - Emploi.